

## Pour les femmes, un autre développement

Huguette Dagenais

Volume 1, Number 2, 1988

Femmes et développement - mythes, réalités, changements

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057512ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057512ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (print)

1705-9240 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Dagenais, H. (1988). Pour les femmes, un autre développement. *Recherches féministes*, 1(2), 1–17. <https://doi.org/10.7202/057512ar>

Article abstract

Before presenting the contributions of this issue, the introduction underlines the characteristics of feminist research that make it an essential instrument for increasing knowledge pertaining to women and development. In spite of existing contradictions among women's situations around the world, the author reiterates a call for an international feminist cooperation based on common interests and suggests some research topics for the future.

---

# INTRODUCTION

---

## Pour les femmes, un autre développement

**Huguette Dagenais**

La Décennie des Nations Unies pour les femmes et les conférences mondiales qui en ont marqué les étapes (Mexico 1975, Copenhague 1980 et particulièrement Nairobi 1985) ont donné lieu à de nombreuses rencontres, discussions et évaluations. Pour reprendre les termes d'Irene Tinker et Jane Jaquette, la Décennie a été une immense entreprise de mobilisation dont il ne faut pas sous-estimer les dimensions psychologiques pour les femmes :

... the decade provided the opportunity for women to recognize that a women's agenda is legitimate and feasible, and that such an agenda commands agreement and support across national boundaries and international conflicts. The Decade enabled women to meet and share successes and failure in their effort to achieve a better life for women worldwide... there is no doubt that the Decade solidified and enhanced the international women's movement; women will continue to work together to affect change.

Tinker et Jaquette 1987 : 426

Toutefois, comme le reconnaissent d'ailleurs les deux auteures, il n'est pas facile d'en déterminer les effets, ni sur les politiques ni dans les vies privées. Durant cette décennie, les différences dans les conditions d'existence entre hommes et femmes et entre pays riches et pays pauvres n'ont pas été réduites mais leur mise au jour, notamment dans de nombreuses publications féministes<sup>1</sup>, fait ressortir beaucoup plus clairement dorénavant le caractère intolérable de ces inégalités et l'urgence d'actions différemment conçues.

Cette conscience accrue explique « l'augmentation exponentielle » (Tinker et Jaquette 1987 : 426) du nombre et de la variété des groupes de femmes dans tous les pays, y compris ceux du Tiers-Monde, de même que les vastes réseaux internationaux mis sur pied pour favoriser la collaboration. Dans le champ du développement international, plusieurs nouvelles organisations non gouvernementales (ONG), vouées prioritairement à la cause des femmes, ont vu le jour, dont le collectif d'activistes, de chercheuses et de femmes actives en politique (*policy makers*) DAWN<sup>2</sup>, de même que MATCH, le CIFAD et le Cinquième Monde qui seront présentées plus en détail dans ce numéro. Parce qu'elle n'est pas (du moins jusqu'à présent) entravée par la lourdeur bureaucratique et les contraintes politiques que connaissent les « bureaux des femmes » (*women's bureau*) des grands organismes internationaux et des agences gouvernementales, l'action de telles ONG semble réussir à rejoindre plus facilement les populations.

Le mot d'ordre d'« intégration des femmes au développement » (IFD)<sup>3</sup> mis de l'avant dans les années 1970 par les organismes de coopération internationale pour corriger les erreurs passées, (erreurs identifiées par Ester Boserup dans un ouvrage devenu célèbre depuis) fait également l'objet de critiques sévères, tant au plan théorique que pratique (Maguire 1984; Mies 1986; Thede 1988). La nature même du processus de développement dans lequel on tente d'intégrer les femmes est remise en question; de nouveaux modèles apparaissent nécessaires (Sen et Grown 1987). Toutefois, en l'absence de changements sociaux en profondeur, les solutions concrètes demeurent fragmentaires et souvent paradoxales.

## **Le développement, un champ sémantique complexe**

Un problème de taille se pose par ailleurs dans la terminologie utilisée en sciences sociales pour désigner les objets d'étude dans le champ du développement. Non seulement est-il difficile de s'y retrouver dans les multiples vocables en usage mais la sensibilité des intellectuels aux effets de modes fait que les termes tombent en désuétude très rapidement, sans que des changements sociologiques véritables en justifient toujours l'abandon. Ces efforts de clarification, de précision théorique de la part des spécialistes risquent même d'apparaître aux non spécialistes comme une querelle d'intellectuel/le/s, pour ne pas dire « un combat d'étiquettes » (Sachs 1987 : 19). « Faut-il plutôt parler de pays sous-développés, pays en voie de développement, Tiers-Monde, Sud, Périphérie ? » se demande-t-on à l'instar d'Ignacy Sachs. Et on ne peut que répondre, comme lui,

qu'il s'agit là d'un débat purement sémantique, l'essentiel étant de prendre la précaution de définir au préalable les termes qu'on utilise... mais en aucun cas, ce n'est la terminologie qui apportera une solution aux problèmes des pays concernés.

Sachs 1987 : 19

Ou comme Serge Latouche :

Pays sous-développés, pays en voie de développement, Tiers-Monde, Sud, périphérie, tous ces termes sont inadéquats, mais on ne peut s'en passer. Personnellement, je les utilise tous. D'une part, cela évite les répétitions. Et puis, étant tous inadéquats, ils sont tous aussi adéquats, d'une certaine façon parce qu'ils parlent d'une réalité qui se transforme, difficile à cerner.

Latouche 1987 : 13

Aussi n'est-il pas étonnant que, malgré le consensus implicite dont il fait l'objet et malgré surtout l'immense champ d'action et de recherche qu'il a généré ces trente dernières années, le concept de développement fasse rarement l'objet d'une définition claire. La définition suivante, issue de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement et que présente Guy Claveau, est de nature à rallier l'ensemble des organismes intervenant dans le domaine, y compris les organisations non gouvernementales et les féministes. Dans cette définition « idéaliste » et que l'on ne peut présentement considérer autrement que comme un énoncé de principes issu de ce qu'Andrée Michel appelle une « démystification partielle » du concept, le

développement a les caractéristiques suivantes. Il s'agit d'un phénomène global et non pas seulement économique, qui doit être endogène et auto-déterminé; coopératif et collectif; respectueux de la nature et du milieu culturel; tourné vers « l'instauration d'un ordre social juste et équitable »; « démocratique et innovateur » (Claveau 1988 : 86-87). Même s'il serait facile de ne voir là qu'une « tentative échappatoire » (Latouche 1986 : 11) et une forme de récupération, notamment de la part des organismes internationaux qui sont largement responsables de la situation présente, les principes énoncés demeurent valables. Andrée Michel de même que Gita Sen et Caren Grown (1987) en ont fait les concepts de base de leurs « visions alternatives » du développement, une vision centrée avant tout sur les personnes et sur les besoins des plus pauvres d'entre elles, les femmes.

Le terme Tiers-Monde fait apparemment moins problème; il a « une connotation politique précise »; un certain nombre de pays « regroupés autour d'intérêts communs visant à la modification du système mondial d'échange » (Sachs 1987 : 19) s'y rallient volontiers, et il en est de même des chercheuses féministes. Ainsi, Gita Sen, originaire de l'Inde, et Caren Grown parlant au nom du collectif DAWN expliquent : « we use the term « Third World » as a positive self-affirmation based on our struggles against the multiple oppressions of nations, gender, class, and ethnicity » (Sen et Grown 1987 : 96, note 2). Cette dimension politique ne peut toutefois faire oublier entièrement le caractère réducteur d'un terme qui englobe aussi bien les pays producteurs de pétrole que ceux du Sahel; des populations vivant encore à l'ère pré-industrielle et d'autres appartenant à des pays fortement industrialisés au sein desquels d'ailleurs, des différences considérables existent également : qu'on pense par exemple à Taiwan et à la Corée du Sud d'une part, à l'Argentine, au Brésil et au Chili d'autre part. On comprend que Mireille Neptune Anglade préfère situer la spécificité d'Haïti dans les Tiers-Mondes plutôt que dans le Tiers-Monde.

Quant à l'expression « pays en voie de développement », on ne peut qu'être d'accord avec les auteurs qui la considèrent comme un « euphémisme » (Sachs 1987 : 19) ou « presque une antiphrase » (Latouche 1987 : 13). Cependant, elle acquiert un sens dynamique et politique certain lorsqu'elle est mise en rapport avec la notion de « surdéveloppement » (*overdevelopment*) telle que définie par Maria Mies. Celle-ci nomme « surdéveloppement » le processus par lequel les pays capitalistes occidentaux se développent aux dépens des pays pauvres, et « sous-développement » celui que ceux-ci connaissent en conséquence (Mies 1986 : 39)<sup>4</sup>. Ce faisant, Mies souligne la contradiction profonde entre pays pauvres et pays riches et les efforts déployés par les populations du Tiers-Monde pour échapper à leur condition. C'est dans le même esprit que les expressions : pays en voie de développement ou pays en développement seront utilisées, sans guillemets, dans cette introduction.

La contradiction entre surdéveloppement et sous-développement n'a d'ailleurs pas échappé aux planificateurs puisque, depuis le début des années 1960, ils n'ont cessé de modifier les priorités, les solutions économiques et, en conséquence, les mots d'ordre ou leitmotivs destinés à les vulgariser pour le grand public. Parmi ces mots d'ordre, il en est un qui apparaît pourtant incontournable, c'est celui des « besoins essentiels ». L'adoption de cette priorité au milieu des années 1970 dans le but d'enrayer la pauvreté n'a pas entraîné de

changements de fond dans les orientations d'organismes comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, par exemple; on ne s'attaque pas aux causes réelles de la pauvreté et des inégalités sociales. Il n'en reste pas moins, toutefois, que la mise de l'avant de cette priorité pourrait, si elle était maintenue et prise au sérieux comme c'est le cas par les féministes, marquer un tournant important pour les femmes du Tiers-Monde. Comme le démontre Andrée Michel dans son article, les femmes ont largement fait les frais du mythe des retombées automatiques (*trickle down*) de la croissance économique; elles demeurent, après 30 ans d'actions pour le développement, les plus pauvres parmi les pauvres. Dans ces conditions, il est impossible de considérer les besoins essentiels comme une priorité parmi d'autres, qu'on peut abandonner pour passer à autre chose<sup>5</sup>; le détachement et le cynisme affichés par plusieurs critiques de sciences sociales sont tout aussi intolérables que la négation pure et simple de la part d'experts gouvernementaux ou d'agences internationales évoquée par Andrée Michel. « Essayez », dit-elle, « de dire à [...] une mère de famille qui ne sait quoi mettre dans l'assiette de son enfant [...] qu'il n'y a pas de besoins fondamentaux et que la production de vidéos est aussi importante que celle de vivres ». Non seulement la satisfaction des besoins essentiels doit-elle demeurer un mot d'ordre mais, pour reprendre les termes utilisés par Sen et Grown, « people and basic needs must enter at both the level of overall policy decisions and the level of actual implementation » (1987 : 41); c'est la condition pour construire un monde où les besoins essentiels seront considérés comme des droits fondamentaux, « a world where basic needs become basic rights » (Sen et Grown 1987 : 80). Pour être efficaces, les actions en ce sens doivent, cependant, reposer sur une connaissance approfondie de la situation des femmes, connaissance que seule, présentement, peut fournir la recherche féministe. Voici pourquoi.

## **La recherche féministe, un outil indispensable pour les femmes et le développement**

En se plaçant du point de vue des femmes, point de vue occulté jusque-là, la recherche féministe déplace l'angle d'observation, élargit les problématiques et contribue à combler les vides et les lacunes du savoir concernant les femmes et les rapports sociaux de sexe. D'un strict point de vue de recherche, elle augmente la quantité et la qualité des connaissances et permet d'approfondir la compréhension de la réalité sociale.

De plus, les chercheuses féministes, reconnaissant que la neutralité en sciences est un mythe, ne cachent pas leur parti-pris pour les femmes; en conséquence, elles se préoccupent de la pertinence de leurs projets et des retombées qu'ils auront sur les femmes. Cela ne signifie pas que les discussions théoriques soient absentes de la recherche féministe<sup>6</sup>, mais les efforts théoriques visent surtout la constitution d'une théorie bien ancrée dans la réalité, *a grounded theory*<sup>7</sup>. Dans le champ du développement comme dans les autres champs, la recherche féministe se caractérise par son ouverture et son pragmatisme; l'attention est dirigée vers des problèmes réels (les vraies questions), des situations concrètes, et les sujets étudiés témoignent d'une préoccupation pour

l'action et le changement social (Dagenais 1987). En d'autres mots, les féministes se refusent à faire de la recherche pour de la recherche<sup>8</sup>. Aussi est-il intéressant de connaître l'opinion qui a cours à la Fondation Rockefeller et dont nous fait part Eva Rathgeber dans son article : « Les études sur les femmes auraient tendance à être soit descriptives et personnalisées, soit complètement théoriques ». Sur quelles recherches en particulier la Fondation a-t-elle fondé cette opinion ? S'agit-il de mauvaise foi, de préjugés sexistes ? ou est-ce au contraire le résultat d'une communication défectueuse entre le monde de la recherche et celui de l'intervention ? La question rejoint celle que se posent plusieurs chercheuses universitaires actuellement et mériterait certainement qu'on s'y attarde, mais là n'est pas mon propos.

Sur le plan méthodologique, la recherche féministe se caractérise aussi par l'attention qu'elle porte aux femmes en tant que personnes, en tant que sujets et non comme simples objets d'étude. Cela se traduit par le recours fréquent mais non exclusif à des méthodes qualitatives, à des approches favorisant autant que possible la participation des femmes et par ce que j'appellerais une approche qualitative des données quantitatives. De telles approches permettent de mettre en évidence les spécificités culturelles, la complexité des faits sociaux et d'appréhender le changement ou les résistances au changement du point de vue des actrices sociales. Il faut cependant reconnaître que la recherche qualitative est loin d'être dominante dans le champ du développement; elle n'a pas non plus « l'aura d'objectivité » qui rend si « convaincante » (« convincing and influential ») la recherche quantitative. Pourtant, comme le souligne Toby Epstein Jayaratne : « No matter how thorough the questions in quantitative research, quantitative data will yield findings which are superficial in nature, compared to most qualitative data » (Jayaratne 1983).

Le caractère politique du féminisme milite aussi en faveur de la poursuite de la recherche féministe sur le développement. Non seulement cette dernière fournit-elle des questions, une perspective (de bas en haut) et des explications différentes mais, rappelle Patricia Maguire, « the feminist perspective dares development workers to ask one final question of each policy and project: What are the implications for redistribution of power ? »<sup>9</sup> Elle est « essentielle » pour retrouver l'esprit premier du plan d'action de l'Année internationale des femmes.

A feminist perspective is essential for recapturing the forgotten boldness of the World Plan of Action for International Women's Year. Initially, that Plan acknowledged the necessity of transforming both the international economic order and socio-economic structures which placed women in an inferior position to men.

Maguire 1984 : 33

Il y a enfin des raisons plus pratiques qui justifient la poursuite de la recherche féministe. À la suite de l'examen des politiques des organismes subventionnaires qu'elle a fait pour ce numéro, Rathgeber estime que davantage d'informations de base (*basic information*) sur la réalité des femmes sont nécessaires. Elle rejoint ainsi June Nash qui écrivait en 1986, à propos de l'Amérique latine — mais cela s'applique à l'ensemble du Tiers-Monde —, que les progrès accomplis dans la recherche sur les femmes durant la décade 1975-1985 n'ont pas éliminé le besoin de continuer à centrer l'attention sur elles dans la décade à venir. Le besoin persiste, dit-elle, pour deux raisons :



(1) we have not yet moved far enough beyond a structural definition of gender role to encompass the cultural transformations that are symbols of and continue to affect women's subordination in many societies; and (2) the many contributions made in research on women to the understanding of Latin American society have not been incorporated in mainstream literature.

Nash 1986 : 14

Les articles de ce numéro illustrent l'importance de poursuivre la réflexion théorique et la recherche empirique concernant les spécificités culturelles des rapports de sexe et des changements sociaux induits par les projets de développement. Il faut, en effet, dépasser les généralisations simplistes pour comprendre les éléments communs dans l'oppression des femmes entre d'une part, le machisme et la domination masculine institutionnalisée qui déterminent le sort des paysannes mexicaines, étudiées par Marie France Labrecque, et d'autre part, le processus de domestication qui prive graduellement les paysannes malaises, étudiées par Marie-Andrée Couillard, de l'autonomie relative dont elles jouissaient dans le passé; ou encore, entre la relative rigidité de la division sexuelle du travail au Mexique, en Haïti, en Malaysia et la souplesse avec laquelle, dans la société inuit étudiée par Hélène Guay, des individus peuvent dans le courant de leur vie franchir la frontière des genres. En poursuivant ainsi, on s'apercevrait que les concepts de colonisation, de religion, de tradition ne recouvrent pas non plus les mêmes réalités dans ces trois sociétés.

Comme le soulignent Sen et Grown,

While gender subordination has universal elements, feminism cannot be based on a rigid concept of universality that negates the wide variation in women's experience. There is and must be a diversity of feminism, responsive to the different needs and concerns of different women, and *defined by them for themselves*. This diversity builds on a common opposition to gender oppression and hierarchy...

Et les deux auteures de poursuivre :

This heterogeneity gives feminism its dynamism and makes it the most potentially powerful challenge of the status quo. It allows the struggle against subordination to be waged in all arenas...

Sen et Grown 1987 : 19

Quant à la deuxième raison invoquée par Nash, elle m'apparaît relever d'une autre logique : la non intégration de la recherche sur les femmes dans la littérature conventionnelle (*mainstream literature*) des différents domaines scientifiques est le résultat d'un rapport de force entre les auteures de recherches sur les femmes, qui sont la plupart du temps des féministes, et ceux qui définissent et contrôlent les critères dits scientifiques d'inclusion et d'exclusion, ceux que plusieurs féministes anglophones ont appelés « the gatekeepers »<sup>10</sup>. Rien dans ce rapport de force ne permet de penser que la simple poursuite de recherches sur les femmes, déjà relativement nombreuses par ailleurs, entraînera automatiquement leur reconnaissance de la part de l'« establishment » scientifique (Dagenais 1987).

## **Féministes d'ici et d'ailleurs : des intérêts communs en dépit des contradictions**

Plutôt que de s'exténuer à forcer la porte à peine entrouverte des forteresses académiques, il vaudrait mieux canaliser les énergies féministes vers les questions qui sont vitales pour les femmes et développer la collaboration entre les féministes des différents « mondes » (du premier au quatrième et au cinquième). En dépit des différences économiques et culturelles qui les séparent, les femmes ont, en effet, plusieurs problèmes en commun. J'en citerai, pour mémoire, quelques exemples choisis dans des domaines qui sont peu abordés dans les articles de ce numéro.

Il y a d'abord ce que Maria Mies appelle « *the body politics, whereby women worldwide demand autonomy over their lives and bodies* » (Mies 1986 : 230). Ce domaine recouvre les luttes que les femmes de tous les pays et de toutes les classes sociales doivent mener pour le respect de leur dignité et de l'intégrité de leur personne; les actions contre le viol et les autres manifestations de violence à leur égard; contre la pornographie et les autres commerces qui prospèrent dans le mépris et les représentations dégradantes des femmes. Mises à part certaines pratiques traditionnelles comme les mutilations sexuelles dans plusieurs pays d'Afrique et du Moyen-Orient, le bandage des pieds des Chinoises autrefois ou l'immolation des veuves en Inde, les manifestations de violence à l'égard des femmes sont étonnamment similaires d'un pays à l'autre. Les féministes ont donc tout à gagner à partager leurs connaissances, leurs stratégies, leurs pistes de solution.

Ce champ de la politique du corps englobe aussi celui de la reproduction<sup>11</sup> et le vaste domaine des études dites de population. Voilà un domaine où les informations ne manquent pas ! C'est même, d'après une évaluation faite par Helen Ware pour INSTRAW, « le seul domaine où les données sur la femme sont, sans l'ombre d'un doute, supérieures à celles sur les hommes ». Mais « il est vrai qu'il n'existe que fort peu d'études spécifiques sur le comportement de la fertilité [fécondité] masculine » (Ware 1987 : 12). Cette situation ne tient pas du hasard; actuellement le champ de la reproduction est surtout occupé par les démographes. Ceux-ci la réduisent en fait à la reproduction biologique et, pour des raisons soi-disant pratiques, ils considèrent, règle générale, uniquement la fécondité des femmes. Pourtant, quand on interroge les hommes sur le sujet on obtient des informations bien utiles pour la compréhension des rapports de couple, notamment en ce qui concerne les décisions relatives à la contraception et à la famille (Dagenais 1988). De plus, explique Paola Tabet, les démographes opposent deux notions, celles de « fécondité naturelle », c'est-à-dire que « tout comportement ne visant pas explicitement à restreindre la fécondité est classé comme *naturel* », et de « fécondité dirigée », où il y a intervention sur les naissances mais « intervention limitative », contrôle des naissances étant toujours synonyme de limitation (Tabet 1985).

Avec Tabet, j'estime qu'il est temps de considérer la question sous l'angle des contraintes à la reproduction qui s'exercent sur les femmes. Ce renversement de perspective ferait certainement apparaître sous un jour différent des situations comme les grossesses nombreuses et rapprochées des femmes du Tiers-Monde; les comportements inverses de celles des pays riches d'Occident; les



discours et politiques tantôt natalistes, tantôt anti-natalistes des États<sup>12</sup>; le recours de beaucoup de femmes à la stérilisation; la « dynamique des unions » qui intéresse tant les démographes, bref le caractère politique des rapports sociaux de sexe.

Partout dans le monde, en effet, le contrôle de la fécondité est un enjeu de premier ordre pour les hommes et pour les États. Les premiers n'y ont individuellement rien à perdre car, comme l'explique l'économiste Warren Robinson :

The main time cost of children falls on the wife, and since benefits for child services are shared by both parents, it is clearly always the husband's best interest to have more rather than fewer children. Even the contribution of the wife's money income to the household does not seem jeopardized by having children, since her working day simply increases, that of the husband remaining constant. . . . The time cost of children is real to the wife, hence when she takes charge of the fertility decision, family size is likely to fall.

Robinson 1987 : 322-323

On peut transposer cette explication au niveau macro-sociologique sans même en changer les termes; les États, qui constituent la forme ultime de « domination masculine institutionnalisée », pour reprendre l'expression employée par Marie France Labrecque, ont compris depuis longtemps qu'ils ont tout à gagner du contrôle de l'accès aux moyens de contraception et à l'avortement. Que les pressions des États sur les femmes visent, comme en Occident présentement, à faire remonter les taux de fécondité, ou au contraire, comme dans le Tiers-Monde, à les réduire, un même processus est à l'œuvre; la reproduction apparaît pour ce qu'elle est en réalité, le « terrain de base des rapports sociaux de sexe » (Tabet 1985 : 62).

Mais en recommandant l'intensification de la recherche auprès des femmes dans le domaine de la reproduction ne risque-t-on pas de conforter l'idée que c'est avant tout une affaire de femmes ou pire encore, une propriété naturelle chez elles ? Le risque est réel, sans doute, mais avons-nous le choix ? Ce sont, en effet, les femmes qui assument présentement la responsabilité de la contraception et de l'éducation des enfants<sup>13</sup>, ce sont elles qui meurent des suites d'accouchements trop nombreux, trop rapprochés ou d'avortements mal faits; ce sont elles qui voient mourir leurs bébés; ou qui les nourrissent souvent aux dépens de leur propre santé. Le témoignage de médecins de l'hôpital universitaire de Port-au-Prince et les statistiques haïtiennes de mortalité infantile que présente Mireille Neptune Anglade dans son article sont éloquentes à cet égard. La stratégie féministe doit donc être double : s'intéresser aux hommes en tant que catégorie sociale concernée par la reproduction sans cesser de se préoccuper des femmes tant et aussi longtemps que les rapports sociaux de sexe en feront les principales victimes.

L'idée d'une solidarité féministe « globale » peut certainement paraître paradoxale. Comment éviter de tomber dans l'impérialisme culturel lorsqu'on sait que les théories et les méthodes féministes ont d'abord vu le jour dans le contexte des pays développés et que les ressources nécessaires à la poursuite des recherches et des actions pour le développement s'y trouvent toujours concentrées ? Une vigilance de tout instant s'impose. Cependant, il ne faudrait pas sous-estimer la capacité de résistance des féministes du Tiers-Monde, ni la

créativité ni le pragmatisme dont elles font preuve dans leur réappropriation des théories et méthodes importées de l'étranger. Les approches alternatives les plus récentes, comme DAWN, par exemple, ou encore le CIFAD, et qui servent d'inspiration à de nombreuses féministes de par le monde, sont le fait de femmes du Tiers-Monde.

Il ne faudrait pas non plus que la conscience aiguë des disparités, le malaise qui en découle et l'élan de solidarité qu'elles éprouvent entraîne chez les féministes des pays surdéveloppés une attitude misérabiliste, involontairement maternaliste à l'égard des femmes du Tiers-Monde. Le risque est grand, me semble-t-il, lorsque l'on tente, par exemple, de rendre visible le travail considérable qu'elles accomplissent quotidiennement. Impressionnées par le courage dont celles-ci font preuve, particulièrement les responsables de familles monoparentales, les féministes peuvent inconsciemment exagérer les capacités, les ressources des femmes du Tiers-Monde, embellir (*to glamorize*) par le fait même la situation qu'elles décrivent-dénoncent, et contribuer ainsi au renforcement du mythe dont les femmes noires en particulier tentent de se défaire, celui de la super-femme, la « matriarche » noire, qui vivrait dans un pseudo-matriarcat. Pour reprendre l'expression de Lucille Mathurin, les femmes noires et les femmes du Tiers-Monde, sont des super-femmes involontaires, « reluctant matriarchs » (Mathurin 1977).

Ceci dit, les féministes ont également en commun les critiques dont elles sont l'objet. Ainsi, les féministes occidentales qui dénoncent des situations oppressives, comme les mutilations sexuelles, par exemple, ou même simplement s'intéressent aux femmes des autres sociétés, sont accusées d'ethnocentrisme, peu importe le double standard de jugement que cela dénote de la part des accusateurs (Dagenais 1987). Les féministes du Tiers-Monde, quant à elles, font face à deux types d'attaques :

... from those who dismiss them as not being truly « feminist » because of their unwillingness to separate the struggle against gender subordination from that against other oppressions, and from those who accuse them of dividing class or national struggles and sometimes of uncritically following women's liberation movements imported from outside.

Sen et Grown 1987 : 19

Ce qui les oblige parfois à choisir entre leurs engagements féministes et les autres. Le rejet de l'impérialisme culturel occidental et le respect des particularités culturelles sont, je le répète, des préoccupations féministes mais lorsque des hommes, de droite comme de gauche, utilisent ces mêmes principes pour s'opposer au féminisme, la méfiance est de mise. L'argument des traditions a été trop souvent utilisé pour maintenir le *statu quo*, et chaque fois, ce sont les femmes qui, en même temps qu'elles en étaient proclamées les gardiennes, en sont devenues aussi les prisonnières.

Even though the world is changing all about them, it seems that women's own attempts to cope with the new situations they find themselves in are regarded as a problem by men, a betrayal of traditions which are often confused with women's roles.

Obbo citée par Maguire 1984 : 53

Bref, les traditions ont toujours été une arme à deux tranchants en ce qui concerne les femmes (« a double-edged sword », Sen et Grown 1987 : 76). Le féminisme est né et s'est d'abord développé en Occident dans le refus du *statu quo* et des traditions patriarcales; il vise le changement en profondeur de l'ordre social patriarcal. Si, comme le rappelle Nancy Thede, le développement pour les peuples du Tiers-Monde « signifie non pas une opération technique mais plutôt le choix d'un projet de société » et si l'appui aux femmes dans cette démarche doit se faire sans se substituer à elles, sans leur enlever « leur espace potentiel d'auto-organisation » (Thede 1988 : 62), il va de soi qu'on doive leur reconnaître aussi le droit au choix du changement social

\* \* \*

Deux objectifs ont guidé la préparation de ce deuxième numéro de *Recherches féministes* : offrir un aperçu de la diversité des projets et des pratiques en cours concernant les femmes dans le champ du développement international, tout en soulignant la complexité des questions que soulève l'application transculturelle des politiques, comme par exemple l'intégration des femmes au développement. Les contributions mettent donc en lumière les différences, les contradictions, les paradoxes qui peuvent exister au sein d'une même région, ou encore au sein d'une même classe sociale entre deux aires culturelles très différentes. Elles démontrent l'absolue nécessité de la contextualisation des données et rappellent tant aux chercheuses et chercheurs qu'aux responsables des interventions qu'il peut y avoir une distance énorme entre les intentions de départ et les effets réels pour les femmes et les populations concernées. Davantage d'espace (et d'argent) aurait certes permis d'aborder un plus grand nombre d'aires culturelles, notamment en Afrique; d'analyser d'autres formes de développement, comme par exemple, le « mal développement » des Départements français d'Outre-Mer ou le développement en régime socialiste comme à Cuba; d'examiner d'autres questions pertinentes pour les femmes, comme celles que j'ai évoquées précédemment à propos de la reproduction. Mais j'ai confiance que de prochains numéros de *Recherches féministes* (et d'autres revues) y pourvoient.

Conformément à la vocation de cette revue, la majorité des contributions sont consacrées à la recherche. Ce sont les articles d'Andrée Michel, Mireille Neptune Anglade, Marie France Labrecque et Marie-Andrée Couillard de même que la note de recherche d'Hélène Guay et le guide des ressources bibliographiques de Gaétan Drolet. Mais une place est faite aux pratiques dans un « dossier » qui présente d'une part, les initiatives de quelques organismes subventionnaires (agences gouvernementales et fondations), décrites par Eva Rathgeber, et d'autre part les pratiques de trois ONG, une africaine, le CIFAD, une canadienne, MATCH, et une québécoise, le Cinquième Monde, qui partagent des objectifs féministes communs.

Partant du point de vue des femmes et exprimant un parti pris sans équivoque en leur faveur, les textes de Michel, Neptune Anglade, Labrecque, Couillard et Guay illustrent la complexité du champ du développement international et des situations comprises sous les vocables de Tiers-Monde et Quart-Monde. Les études se situent à des niveaux différents de la réalité, depuis

l'essai de synthèse à caractère international (Michel) jusqu'à l'examen du processus de formation de l'identité sociale de sexe (Guay) en passant par l'analyse des rapports hommes-femmes dans la communauté villageoise et dans l'unité domestique (Labrecque, Couillard) et au sein de différentes classes d'une société globale (Neptune Anglade). Par ailleurs, tous les textes s'intéressent au travail des femmes, l'un d'une manière spécifique (Anglade), les autres en le considérant comme lieu et support principal des contradictions et des changements sociaux étudiés. La question implicite à laquelle les chercheuses tentent de répondre pourrait être résumée comme suit : pourquoi, en dépit du fait qu'elles contribuent plus que leur juste part à l'économie de leur pays et malgré certains efforts entrepris par les planificateurs pour les « intégrer » au développement, les femmes ne profitent-elles pas du développement ? ou plus précisément, pourquoi dans ces pays en particulier en profitent-elles encore moins que les hommes ? Quels mécanismes perpétuent ces inégalités ? Les éléments de réponse ressortant des analyses font apparaître l'articulation complexe entre idéologies et pratiques, notamment chez Labrecque et Couillard, en ce qui concerne le rôle de l'État dans les programmes de développement. Un tel souci représente d'ailleurs un progrès par rapport à la recherche sur le développement d'il y a quelques années, trop étroitement préoccupée par la dimension économique.

Dans le premier texte, Andrée Michel effectue précisément une synthèse critique des théories économiques qui ont inspiré les grands plans de développement international depuis les années 1960 et de leurs conséquences pour les femmes du Tiers-Monde, en particulier celles d'Amérique latine et de la Caraïbe. Ce faisant, elle identifie les obstacles théoriques et méthodologiques à l'instauration d'un processus de développement répondant aux besoins des populations. Avec la même précision et la même lucidité qui caractérisent ses travaux antérieurs (voir par exemple Michel 1978 et 1983), elle procède à trois types de « démystifications ». Attentive toujours aux inégalités de classe et de sexe (genre), elle s'attaque d'abord aux prétentions de la théorie libérale voulant que la croissance économique entraîne automatiquement des retombées positives pour les classes défavorisées (la théorie du *trickle down* dont il a été question précédemment). Puis, elle examine les postulats à la base des statistiques dans leur traitement des femmes, postulats qui sous-tendent en science économique la dichotomie entre valeurs d'usage et valeurs d'échange, et enfin la conception européocentriste et sexiste du ménage comme « unité de perspectives entre les conjoints ». Cet article constitue en quelque sorte une toile de fond pour les articles suivants.

Mireille Neptune Anglade analyse le travail domestique en tant que deuxième journée de travail de la majorité des femmes haïtiennes. L'intérêt de cette étude pour le champ du développement réside moins dans l'étude du travail domestique en tant que tel que dans l'attention accordée par l'auteure d'une part, à l'articulation du travail domestique avec le travail marchand et d'autre part, aux « conditions concrètes » dans lesquelles s'effectuent la procréation, le soin aux enfants et le travail ménager. Personne encore n'avait décrit avec autant de détails le quotidien des femmes haïtiennes de la ville et de la campagne. De plus, la spécificité d'Haïti par rapport aux territoires antillais et par rapport à l'Amérique latine ressort ici clairement. Par contre, la situation des

ouvrières à l'emploi des usines de sous-traitance de Port-au-Prince soulève des questions qui sont valables pour les autres pays de la Caraïbe et du Tiers-Monde, dont les gouvernements voient souvent dans cette forme d'industrialisation la solution miracle au chômage et à l'augmentation de la balance commerciale.

En passant au texte de Marie France Labrecque la perspective se déplace des Antilles vers le Mexique et l'Amérique latine, du travail domestique non marchand au travail marchand effectué dans la sphère domestique. Le contraste est grand entre l'absence totale de l'État haïtien et l'interventionnisme de l'État mexicain. C'est à la domination masculine institutionnalisée qu'exerce précisément l'État mexicain sur les paysannes du Yucatán que s'intéresse Marie France Labrecque. Son étude présente un exemple d'« intégration des femmes au développement » réalisée d'autorité par un État paternaliste sans qu'il soit tenu compte, ni du travail effectué auparavant par les femmes, ni de la nature des rapports hommes-femmes que ce changement vient perturber. L'auteure accorde une attention particulière au rôle joué par les fonctionnaires; on s'aperçoit que leurs interventions constituent un facteur non négligeable dans le changement en cours et dans le renforcement de la domination masculine à tous les niveaux. Labrecque rappelle ainsi qu'un appareil d'État est loin d'être une réalité désincarnée.

C'est également à des femmes rurales et à l'application du mot d'ordre d'« intégration des femmes au développement » par un État interventionniste que s'intéresse Marie-Andrée Couillard, mais dans un tout autre contexte socio-culturel. Autrefois, dans la communauté malaise de Malaysia, les rapports hommes-femmes étaient caractérisés par l'autonomie relative des partenaires. Couillard expose le processus de domestication des paysannes qui est à l'œuvre actuellement, sous l'effet combiné d'« une certaine interprétation de l'islam » et des politiques étatiques de « modernisation », et qui les prive graduellement de l'autonomie relative dont elles jouissaient. Le contraste est frappant entre les rapports hommes-femmes en milieu paysan malais et ceux en milieu mexicain alors même que les visées étatiques apparaissent étrangement semblables par ailleurs. Autre paradoxe : les modèles de vie domestique importés de l'Occident et associés à la modernisation en Malaysia, au Mexique et ailleurs dans le Tiers-Monde, sont précisément ceux que bon nombre de femmes occidentales rejettent dorénavant comme traditionnels et rétrogrades.

La note de recherche d'Hélène Guay montre que les visées des États canadien et québécois à l'égard des Inuit s'apparentent à celles de leurs homologues malaysien et mexicain, mais ici les stratégies mises en œuvre doivent composer avec le phénomène de l'éponymie (voir la définition de l'auteure elle-même dans son texte), caractéristique de la culture inuit. L'auteure fait ainsi porter la réflexion sur une société du Quart-Monde et au niveau de la définition même des catégories de sexe, deux sujets qui selon elle devraient être davantage présents dans la littérature consacrée à l'intégration des femmes au développement. Ici encore, la réalité résiste à toute généralisation simpliste; on s'aperçoit une fois de plus à quel point, dans le champ du développement, la recherche s'avère nécessaire pour combler ce que Couillard appelle le « gouffre » provenant d'un « manque flagrant de connaissance quant à la culture et à l'organisation sociale des personnes concernées ».



La section « Dossier » a précisément pour objectif d'informer les chercheuses féministes quant aux priorités et pratiques des principaux organismes œuvrant dans le champ du développement. Trois types d'organismes sont tour à tour examinés : des agences gouvernementales nationales et internationales, quelques grandes fondations privées et quelques ONG féministes. Les deux premiers types sont présentés par Eva Rathgeber. Les informations synthétisées par Rathgeber démontrent que les approches des gouvernements occidentaux sont loin d'être homogènes en ce qui concerne les femmes et le développement, et celles des grandes fondations à caractère philanthropique ne le sont pas davantage. L'auteure termine son article par une réflexion sur l'articulation qui reste encore largement à faire entre la recherche et les expériences menées par ces organismes subventionnaires.

Dans l'autre partie de ce dossier, la parole est à trois ONG bien particulières parmi les milliers d'ONG qui existent au Canada et par le monde puisque ce sont trois ONG féministes. MATCH, la plus ancienne des trois, a été en fait la première au monde à se consacrer « exclusivement à la promotion de la pleine participation des femmes dans le développement international ». Comme on pourra le constater, après plus de 10 ans d'existence elle est toujours en pleine effervescence; elle vient de se donner de nouvelles orientations. On observe le même dynamisme au CIFAD, le Comité international des femmes africaines pour le développement. Issue de la conférence de Nairobi en 1985, cette organisation est animée par des femmes provenant de 17 pays africains francophones; elle œuvre avec et pour les Africaines dans l'établissement d'une coopération non plus seulement Nord-Sud mais surtout Sud-Sud. Alors que MATCH et le CIFAD mènent leur action principalement dans le Tiers-Monde, il en est tout autrement du Cinquième Monde, une organisation québécoise dont la naissance remonte à six ans déjà et dont l'action se situe au Québec.

Les quelques articles de ce numéro ne présentent qu'une infime fraction des recherches et des actions en cours concernant les femmes et le développement. Le guide des sources d'information préparé et commenté par Gaétan Drolet remplit donc plusieurs fonctions. D'une part, comme son titre l'indique, il fournit des informations concernant les principaux outils bibliographiques (index, bibliographies, etc.) qui sont actuellement à la disposition des chercheuses et chercheurs qui s'intéressent à ce thème. Ces informations devraient être particulièrement utiles aux personnes encore peu familières avec celui-ci; elles permettent aussi bien la constitution de bibliographies, la sélection et l'évaluation d'ouvrages que l'exploration en vue de nouvelles recherches ou la réponse à des questions précises. D'autre part, le nombre et la variété des ouvrages auxquels le guide donne accès témoignent, plus que toute affirmation en ce sens, du dynamisme indéniable de ce champ d'intérêt féministe.

*Huguette Dagenais  
Département d'anthropologie  
Université Laval*

---



## Notes

1. Je pense en particulier aux ouvrages de Leger Sivard (1985), Seager et Olson (1986), de la New Internationalist Co-operative (1985), de Morgan (1984) et à l'impressionnant essai de Maria Mies (1986). Même si l'envergure des quatre premiers les condamne à un traitement peu approfondi des données, ces ouvrages ont tous en commun la particularité de privilégier les variables d'analyse (l'âge au mariage, le temps de travail domestique, etc.) et les situations (les mutilations sexuelles, les conditions d'accouchement et d'avortement, etc.) les plus pertinentes à la compréhension de la condition des femmes. Mis à part celui de Mies qui se veut une contribution théorique (voir le compte-rendu de Danielle Léveillé plus loin dans ce numéro), tous ces livres ont des visées empiriques et comparatives qui en font de bons ouvrages de référence.
2. DAWN, c'est-à-dire Development Alternatives with Women for a New Era, est le sigle adopté par un collectif composé très majoritairement de femmes du Tiers-Monde qui ont entrepris d'élaborer des stratégies nouvelles de développement. Le livre de Sen et Grown (1987) systématise cette démarche sur le plan théorique.
3. Irene Tinker résume bien l'esprit et les objectifs du mot d'ordre d'« intégration des femmes au développement » lorsqu'elle écrit :
 

Because women had been rendered invisible by the economic development community as a result of stereotypes which blinded these planners to the reality of women's economic activities, the women in development movement came into being. Our goal has been, first, to fill in the gaps left in a description of economic life that leaves out half the human race. Secondly, we wish to use these data to alter, enhance or otherwise change development programming so that the benefits of donor assistance reach women as well as men.

Tinker 1987 : v
4. Maria Mies écrit :
 

... one pole is getting 'developed' at the expense of the other pole, which in the process is getting 'underdeveloped'... In this dynamic of polarization between countries which are 'developing' themselves and countries which they in the process 'underdevelop', the rich and powerful Western industrial countries are getting more and more 'overdeveloped'... The very motor driving on this polarization of the world, namely the capital accumulation process, is based on a world view which never says 'This is enough'. It is by its very nature based on limitless growth, on limitless expansion of productive forces, of commodities and capital. The result of this never ending growth are the phenomena of 'overdevelopment', that is, of a growth that has assumed the character of cancer, which is progressively destructive, not only for those who are exploited but also for those who are apparently the beneficiaries of this exploitation. 'Overdevelopment and underdevelopment' are, therefore, the two extreme poles of an inherently exploitative world order, divided up and yet linked by the global accumulation process of the world market.

Mies 1986 : 39
5. C'est déjà fait d'ailleurs, comme le souligne Carl E. Eicher, un économiste de l'agence américaine d'aide au développement, USAID : « Policy dialogue and pricing policies have replaced basic human needs as code words in development in the 1980s » (Eicher 1986 : 255).
6. On se souvient du débat sur le travail domestique qui avait cours il y a quelques années et du haut niveau d'abstraction des discussions théoriques qu'il a générées.
7. L'expression est toujours utilisée en anglais, aucune traduction satisfaisante n'en ayant encore été trouvée à ce jour.
8. Cela ne signifie pas que toutes les féministes fassent de la recherche appliquée ni qu'elles renoncent à la recherche fondamentale ou à l'étude de questions qui n'impliquent pas directement la participation des femmes. Voir à cet effet les textes et la « discussion » de la première partie de *Approches et méthodes de la recherche féministe* (Dagenais 1986).
9. Dans certaines parties de son texte Maguire précise qu'il s'agit du féminisme socialiste et non du féminisme libéral. C'est délibérément que j'évite personnellement d'insister sur cette distinction qui garde une certaine pertinence mais risque de masquer le changement de « paradigme »

des théories féministes du développement dans les années 1980. Je suis cependant d'accord avec Joan McFarland : « In the 1980s the new paradigm is a gender and class one stemming from a political economy approach » (1988 : 308).

10. Il peut être utile de garder en mémoire ce qu'écrivait Dale Spender à ce propos :
- Men's knowledge about women would no longer suffice. What was required was women's knowledge about women. But even stating the problem in this way was to enter the political arena because men had not only often validated the knowledge which women were challenging, they had also usually validated their own authority to construct such knowledge. Men's position in society could not be separated from the knowledge which they have created.
- Spender 1981 : 2
11. Je suis tout à fait consciente de la polysémie du terme reproduction et de l'ambiguïté qui peut découler de son emploi ici. Je ne vois actuellement aucun autre terme pouvant englober à la fois, comme c'est le cas dans la réalité, les trois procès de travail suivants : le travail de l'enfantement ou procréation ou reproduction biologique; le travail nécessité suite à l'enfantement c'est-à-dire le soin des enfants et le travail domestique (mental et physique) qui y est associé; et le processus fondamental de production des êtres humains. Je me refuse personnellement à céder l'usage du terme reproduction aux marxistes et autres tenants des explications étroitement économiques qui trop souvent réduisent les êtres humains à leur seule force de travail et les femmes à un rôle purement instrumental.
12. Implicitement, et parfois explicitement, ces discours blâment les femmes : dans le premier cas, pour leur « inconscience », et dans le second, pour leur « égoïsme ».
13. Mes propres recherches au Québec et aux Antilles montrent que les femmes souhaitent voir les hommes prendre leurs responsabilités en matière de contraception. Cependant elles savent qu'il serait imprudent de leur part de se fier entièrement à eux pour le moment.

## Références

- BOSERUP, Ester  
1983 *La femme face au développement*. Paris, PUF.
- CLAVEAU, Guy  
1988 « La formation au développement ici et dans les PVD » in *Développement, coopération et intervention sociale : discours et pratiques*, sous la dir. de V.M.P. Da Rosa et J. Y. Thériault, Ottawa, Presses de l'université d'Ottawa : 82-96.
- DAGENAIS, Huguette  
1988 « Du point de vue des dominants. . . Réflexions théoriques et méthodologiques à partir d'une recherche en Guadeloupe » : 106-113 in *Les rapports sociaux de sexe : Problématiques, méthodologies, champs d'analyse*. Actes de la table ronde internationale des 24, 25 et 26 novembre 1987, Paris, CNRS, Atelier/ Production/ Reproduction.
- 1987 « Méthodologie féministe et anthropologie : une alliance possible », *Anthropologie et sociétés*, 11, 1 : 19-43.
- DAGENAIS, Huguette (sous la direction de)  
1986 *Approches et méthodes de la recherche féministe*. Université Laval, Groupe de recherche multidisciplinaire féministe.

EICHER, Carl K.

- 1986 « Strategic Issues in Combatting Hunger and Poverty in Africa » : 242-275 in BERG Robert J. and Jennifer Seymour Whitaker eds. *Strategies for African Development*. Berkeley, Los Angeles, London, University of California Press.

JAYARATNE, Toby Epstein

- 1983 « The value of quantitative methodology for feminist research » : 140-161 in BOWLES, Gloria et Renate Duelli Klein eds. *Theories of Women's Studies*. London, Routledge and Kegan Paul.

LATOUCHE, Serge

- 1987 « Pas de leçon à donner », *Espaces Temps* 36, « Tiers-Monde : faim de théorie » : 13-15.  
 1986 *Faut-il refuser le développement ?* Paris, Presses Universitaires de France.

MAGUIRE, Patricia

- 1984 *Women in Development : An Alternative Analysis*. Center of International Education, Amherst, MA, University of Massachusetts.

MATHURIN, Lucille

- 1977 « Reluctant Matriarchs », *Savacou*, 13 : 1-6.

McFARLAND, Joan

- 1988 « The construction of women and development theory », *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, 25 : 199-209.

MICHEL, Andrée

- 1983 « Multinationales et inégalités de classe et de sexe », *Current Sociology*, 31,1, printemps.  
 1978 *Les femmes dans la société marchande*. Paris, Presses Universitaires de France.

MIES, Maria

- 1986 *Patriarchy and Accumulation on a World Scale*. Women in the International Division of Labor. London, Zed Books.

MORGAN, Robin éd.

- 1984 *Sisterhood is Global : The International Women's Movement Anthology*. Garden City, N. Y., Anchor Books.

NASH, June

- 1986 « A Decade of Research on Women in Latin America » : 3-21 in June Nash, Helen Safa and contributors. *Women and Change in Latin America*. South Hadley, Mass., Bergin & Garvey Publishers Inc.

NEW INTERNATIONALIST CO-OPERATIVE

- 1985 *Women : A World Report*. A New Internationalist Book. Oxford, Oxford University Press.

ROBINSON, Warren C.

- 1987 « The Time Cost of Children and Other Household Production », *Population Studies*, 41 : 313-323.

- SACHS, Ignacy  
1987 « Pour un développement qualitatif », *Espaces Temps*, 36, « Tiers-Monde : faim de théorie » : 19-21.
- SEAGER, Joni et Ann Olson  
1986 *Women in the World : An International Atlas*. London et Sydney, Pan Books.
- SEN, Gita et Caren Grown  
1987 *Development, Crises, and Alternative Visions*. Third World Women's Perspectives. New York, Monthly Review Press.
- SIVARD, Ruth Leger  
1985 *Women . . . A World Survey*. Washington, D.C., World Priorities.
- SPENDER, Dale  
1981 « Introduction » : 1-9 in *Men's Studies Modified*, Dale Spender ed., Oxford, G.B., Pergamon
- TABET, Paola  
1985 « Fertilité naturelle, reproduction forcée » : 61-146 in *L'arraisonnement des femmes*. Essais en anthropologie des sexes, réunis par Nicole-Claude Mathieu. Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.
- THEDE, Nancy  
1988 « Intégration des femmes au développement versus alternatives de développement des femmes » : 53-74 in *Développement, coopération et intervention sociale : discours et pratiques*, sous la dir. de V.M.P. Da Rosa et J. Y. Thériault. Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa.
- TINKER, Irene  
1987 *Current Sociology*, Volume 35 numéro 3, hiver. Numéro spécial entièrement consacré au thème « Street Foods : Testing Assumptions about Informal Sector Activity by Women and Men ».
- TINKER, Irene et Jane Jaquette  
1987 « UN Decade for Women : Its Impact and Legacy », *World Development*, 15, 3 : 419-427.
- WARE, Helen  
1987 « Données : Ce que nous connaissons sur la femme », *INSTRAW Nouvelles*, 8, été : 12-14.